

À Caen, l'école en force sur le calendrier social

Après les agriculteurs, les personnels de l'Éducation nationale, en grève hier jeudi, ont tenu leur rang sur le terrain social avec 2 000 manifestants dans les rues de Caen.

Reportage

Jeudi midi, la longue marche, orchestrée par l'intersyndicale éducation, touche à sa fin devant les grilles du rectorat, rue Caponière à Caen. Guilaine, professeure de biotechnologies, n'est pas rassasiée. Elle fait demi-tour pour rejoindre la préfecture et tenter un dialogue avec les représentants de la Confédération paysanne. La convergence des luttes, l'enseignante, syndiquée à la CGT, y croit. « **On a tous besoin les uns des autres, confie-t-elle. Sans un soulèvement général, on n'obtiendra pas satisfaction.** »

Les 2 000 manifestants, qui viennent de défiler à Caen, donnent du poids à son discours : l'Éducation nationale a tenu son rang sur un terrain social, largement occupé ces derniers temps par les agriculteurs. « **Notre calendrier est commun, reconnaît Sébastien, prof de maths, également CGT. La demande de revalorisation salariale nous réunit aussi. Mais une fédération comme la FNSEA est aux antipodes de nous. Un ras-le-bol de la politique gouvernementale ne suffit pas pour créer les conditions d'une convergence des luttes.** »

« Castéra, démission ! »

Pour Guilaine, un autre point pourrait permettre aux cartables et aux tracteurs de faire cause commune : le manque de reconnaissance en haut lieu. « **Un prof débutant est payé 200 € au-dessus du Smic, un agent administratif encore moins, constate-t-elle. La profession d'enseignant ne fait plus rêver. Qu'un prof malade ne soit pas remplacé est logique.** »

L'intersyndicale, par la voix de Jérôme Adell, secrétaire départemental de la FSU, réclame « **la baisse significative du nombre d'élèves par classe, un plan de titularisation des enseignantes et enseignants contractuels, le recrutement massif de titulaires et la création d'un vrai statut pour les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap), assorti d'un salaire digne pour sortir enfin de la précarité** ». Autre motif d'inquiétude : le projet d'instauration de groupes de ni-

veaux au collège qui organiseraient, selon les manifestants, « **le tri des élèves dès la fin de l'école primaire** ».

Comme prévu, la ministre de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, a été une cible privilégiée. Le slogan « **Castéra, démission !** » s'est révélé le plus populaire sur le pavé caennais, au même titre que « **Du fric pour l'école publique** ». La mobilisation de jeudi a galvanisé les responsables de l'intersyndicale qui ne s'attendaient pas à un cortège aussi fourni. La question de reconduire le mouvement est donc posée. Une nouvelle journée d'action dans l'Éducation nationale, le jeudi 8 février, est envisagée.

Benoit LE BRETON.



Le cortège en fin de parcours, jeudi midi, devant les grilles du rectorat à Caen. Ouest-France